

Le Relais

Supplément Relais n°84

Institut d'histoire Sociale CGT-FAPT



Siège social :
263, rue de Paris
Case 545 -
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 48 18 54 00
Fax 01 48 59 25 22



L'année 1919 et la renaissance
de la fédération des PTT

Conférence de Robert Gilles

Les soirées de l'été organisées par l'IHS CGT Fapt se sont tenues à Courcelles le 4 juillet et le 29 août 2019

Robert Gilles y présentait cette année une conférence dont le thème était : **l'année 1919 et la renaissance de la Fédération des PTT.**

En voici l'intégralité.

L'avant 1919, la guerre de 14-18, terriblement destructrice, la fin de celle-ci avec le

traité de Versailles ; ses conséquences ; la CGT divisée ; la création de la CFTC ; les changements politiques à venir et la difficile reconstruction vers une société nouvelle, la création de notre FD.

Une année charnière en fait.



Un auditoire attentif



Robert Gilles entouré de Christian Mathorel et de Patrick Bourgeois

L'année 1919 et la renaissance de la Fédération des PTT

Conférence de Robert Gilles

En cette année 2019, qui marque le centenaire de l'adhésion de la Fédération regroupant les organisations des travailleurs des PTT, à la CGT, il nous a paru utile de fournir aux générations actuelles des éléments d'analyse essentiels sur une période absolument déterminante pour les 100 années suivantes, et sans doute bien au-delà.

Aborder 1919 impose de revenir sur les années précédentes, et plus particulièrement sur la guerre 1914-1918. C'est un événement fondateur du vingtième siècle, qui, avec une brutalité inouïe, met fin à un monde et accouche, mais à quel prix, d'une société nouvelle.

1°) la guerre 1914-1918

L'histoire officielle nous donne le calendrier suivant du déclenchement de la guerre :

- 28 Juin 1914 : assassinat de François-Ferdinand, héritier du trône de l'empire austro-hongrois, commis par un terroriste serbe
- 28 Juillet 1914 : l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie
- 1^{er} Août 1914 : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie déclarent la guerre à la Russie. La mobilisation générale est décrétée en France à 16 heures par l'envoi à toutes les préfectures, d'un télégramme, parti du Central Télégraphique situé 103, rue de Grenelle, Paris 7^e et rédigé ainsi :

britanniques bombardent Dar Es Salaam, le centre administratif de cette colonie allemande, qui s'étend sur les territoires actuels du Burundi, du Rwanda et d'une partie de la Tanzanie. Les semaines suivantes, les combats se généralisent pour le contrôle du Lac Kivu.

C'est pendant ce temps que la guerre s'engage en Europe ; le 4 Août, l'Allemagne envahit la Belgique et le Luxembourg ; le 8 Août, la France lance une percée en Lorraine (qui est allemande en même temps que l'Alsace



Affiche mobilisation générale Agence Rol

« Mobilisation générale. Le premier jour de la mobilisation est le dimanche 2 Août 1914 »

- 2 Août 1914 : la France et l'Angleterre entrent en guerre aux côtés de la Russie
- 4 Août 1914 : l'Allemagne déclare la guerre à la France.

Nous pourrions continuer sur cette chronologie, elle est la plus répandue dans les manuels d'histoire, mais elle oublie tout un pan de l'histoire du conflit, ce qui ampute et fausse l'analyse de ses causes, parce qu'elle est centrée sur les événements en Europe

Mais, le 5 Août 1914, un accrochage éclate à la frontière de l'Ouganda, colonie britannique et de l'Afrique Orientale allemande. Le 8 Août, des navires



Une du Petit Parisien du 29 juin 1914

depuis 1871), offensive qui fait long feu...

En quelques semaines, le domino infernal des alliances précipite l'entrée en guerre des belligérants :

- d'un côté, la France, le Royaume-Uni et la Russie, avec leurs alliés, Serbie, Belgique, Japon, Roumanie, Grèce.
- de l'autre côté, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le royaume d'Italie. (Précisons que l'Italie se ralliera à la neutralité en septembre 1914, avant de changer de camp en avril 1915). En octobre 1914, l'empire ottoman apporte son soutien.

Ce jeu d'alliances correspond à de puissantes logiques d'intérêts. Les rivalités coloniales représentent l'un des principaux motifs de tension entre d'un côté la France et le Royaume-Uni, tous deux à la tête d'un vaste empire, et de l'autre, l'Allemagne, qui s'estime lésée dans ce partage impérialiste du monde.

Déjà implantée en Afrique orientale, au Cameroun, et en Tanzanie, l'Allemagne lorgne sur l'Afrique du nord et le centre du continent.

Le sort de l'empire ottoman, présentée comme « l'homme malade de l'Europe » constitue l'autre inconnue. A la suite des guerres dans les Balkans de 1912-1913, les possessions ottomanes ont été partagées entre la Bulgarie, la Grèce, le Monténégro, la Roumanie, la Serbie.

Mais toutes les convoitises sont attisées sur les territoires contrôlés par l'empire ottoman en Anatolie, et au Proche-Orient.

Il faut ajouter que le déclenchement de la guerre répond aussi à des logiques sociales internes à chaque nation.

Aux yeux des classes dirigeantes bourgeoises et industrielles, commerciales et financières en France et au Royaume-Uni, l'idéologie impérialiste et le nationalisme sont des ciments permettant de ressouder une unité sociale fissurée par les progrès de la démocratie et du socialisme.

Enfin n'oublions pas que dans les cimetières français du front d'Orient de la guerre 1914-1918, comme à Bitola en Macédoine, à Salonique en Grèce, près de la moitié des tombes sont celles de combattants africains ou indochinois des troupes colo-

niales, tombés pour le contrôle des Balkans...

Le bilan humain de la guerre est absolument terrible : 1 800 000 Allemands, 1 700 000 Russes, 1 315 000 Français, 1 300 000 Austro-Hongrois, 950 000 du Royaume-Uni, 600 000 Italiens, des centaines de milliers en Roumanie, aux Etats-Unis, en Bulgarie, Serbie, Belgique, Grèce, au Monténégro, au Japon, en Chine, sont morts au combat.

Dans un article du Relais n°64 d'octobre 2014, Christian HENRISEY donnait les chiffres des personnels des PTT morts à la guerre : 712 agents, 2 364 sous-agents, 585 ouvriers, soit 3 661 morts ; rappelons que 34 000 employés des PTT sont partis à la guerre.

L'armistice du 11 Novembre 1918 signé à Rethondes mettra fin à la guerre, au moins sur notre territoire ; il sera suivi de longues négociations qui se concluront le 28 Juin 1919 par le traité de Versailles. Avant de l'aborder, il convient de préciser les faits les plus saillants qui ont marqué la démobilisation.

2°) Les conditions de la démobilisation

Ce n'est pas au jour de l'armistice du 11 Novembre 1918 que les soldats sont démobilisés. En France, à ce moment, près de 5 millions d'hommes attendent leur démobilisation. Certains, comme les classes 1912 et 1913 achevaient ou commençaient leur service militaire à

Source gallica.bnf.fr - Bibliothèque nationale de France

l'été 1914. Au contraire des Alliés qui démobilisaient par régiments entiers, la France voulut être «égalitaire». On rendrait la troupe à la vie civile par classes d'âge. Fin novembre, les hommes de 49 à 51 ans purent rentrer dans leurs foyers ; ceux de 32 à 48 ans furent démobilisés de décembre 1918 à avril 1919. En ce mois d'avril 1919, Clémenceau s'alarma de ce que les Allemands traînaient les pieds dans les négociations de paix. Il interrompit la démobilisation... Les soldats de moins de 32 ans ne furent rendus à la vie civile qu'en juillet 1919, après la signature du traité de Versailles en juin 1919. Finalement le décret de démobilisation générale ne fut signé que le 14 octobre 1919, onze mois après l'armistice. Encore ne s'agissait-il que du front occidental. A l'est, la guerre continuait... Une autre guerre. Clémenceau, ses amis, le patronat, la Bourse, s'inquiétaient de ce qui se passait en Russie. Ils craignaient les bolchéviques, et surtout la contagion de la révolution, qui déjà gagnait l'Allemagne. En octobre 1918, le général commandant l'armée française des Balkans, reçut l'ordre de stopper sa marche vers l'Europe Centrale, et de se préparer à «réaliser l'encercllement économique du bolchévisme et d'en préparer la chute». 12 000 hommes seront envoyés vers Odessa, Sébastopol et en Sibérie.

Fach proclama en mars 1919 : « le péril bolchéviste s'étend vers le Sud et vers la Hongrie, il faut l'arrêter à Odessa et Lemberg »

Des soldats lui avaient répondu par avance, en se mutinant à Tiraspol sur la frontière roumaine en février 1919. D'autres mutineries éclatèrent, comme celle animée par André MARTY, officier et chef du service machine sur le torpilleur d'escadre PRO-TET, ancré à Galatz en Roumanie ; les mutineries s'étendront à Odessa, à Sébastopol, toucheront cinq cuirassés et croiseurs et d'autres éclateront à Toulon, Brest, Cherbourg. Les marins de Kiel sur la Baltique, alliés à des ouvriers s'étaient constitués en soviet. Très vite, le mouvement avait fait tache d'huile et gagné Hambourg, Brême, Cologne, Munich et Berlin. Le 13 novembre 1918, le drapeau rouge flottait sur la cathédrale de Strasbourg (à ce moment là encore ville allemande).

La reprise en main s'opéra sans ménagement : la révolution spartakiste en Allemagne brutalement réprimée, Rosa LUXEMBURG et Karl LIEBKNECHT assassinés le 15 Janvier 1919, la violence répressive était à la hauteur de la peur de la grande bourgeoisie de voir ses privilèges et son pouvoir mis en danger par la progression des idées socialistes.

Le profond mépris de classe s'était crûment exprimé au travers de cette phrase figurant dans le guide du démobilisé dans la vie civile :

« Vous vous rappellerez toujours que votre devoir est de ne réclamer le bénéfice de vos droits que dans la mesure où votre situation vous l'impose... »

Ou dans cette honteuse décision d'acquiescement de Raoul VILLAIN, l'assassin de Jean JAURES, prononcée le 29 mars 1919.

L'antimilitarisme de beaucoup de démobilisés rejoignit le militantisme de celles et de ceux des socialistes qui avaient refusé l'union sacrée, de ceux qui agissaient pour la reprise des relations internationales depuis 1915 déjà et avaient participé et/ou popularisé les conférences de Zimmerwald en 1915 et de Kienthal en 1916 en déclarant « la guerre à la guerre ».

La démobilisation fut beaucoup plus rapide pour les femmes

Entre novembre 1918 et mars 1919, des centaines de milliers de femmes ouvrières, qui avaient maintenu la vie économique à l'arrière pendant 4 années, furent jetées sur le pavé sans la moindre compensation de départ pour nombre d'entre elles.

Dans un contexte économique incertain, la majorité de ces femmes allaient chômer pendant plusieurs mois avant de retrouver un emploi. Leur situation fut empirée par la tendance des journalistes à transformer la figure courageuse de la «munitionnette», célébrée auparavant pour son sacrifice patriotique dans la production des armes, en une figure égoïste qui refuse de renoncer à son poste quand la fin de la guerre se profile. La présumée âprement au gain des ouvrières et la crainte de revenir «aux anciennes mœurs» devinrent des lieux communs à partir des années 1918-1919. Pourtant l'entrée massive des

femmes dans les industries de guerre après 1914 avait coïncidé avec une transformation profonde dans l'organisation technique du travail, afin de passer à la production des armes en masse par la mécanisation de nombreux processus du travail dans le cadre d'une production en grandes séries. Les employeurs se montrèrent sensibles à la capacité «innée» de la femme à accomplir plus vite les tâches répétitives et délicates. «Partout où la force physique de la femme et ses caractéristiques physiologiques le permettent, il y aura avantage à substituer l'ouvrière à l'ouvrier et à réserver à ce dernier des tâches plus rudes» déclarait Emile HOURST, directeur de l'Arsenal de Puteaux et futur directeur des pneus Michelin. Au lieu de revenir à l'ordre industriel de l'avant-guerre, les industries mécaniques autrefois masculines, allaient devenir mixtes, organisées selon une nouvelle division sexuée du travail, née de l'expérience de la guerre ; mouvement qui s'amorcera en 1920. Entre l'armistice et la reprise industrielle intervint le licenciement brutal des «munitionnettes».

Deux peurs sociales influençaient les politiques de démobilisation féminine : d'abord, la forte poussée nataliste et ensuite, peut-être surtout le spectre du péril révolutionnaire qui hantait les dirigeants français, à partir de la révolution d'Octobre 1917, peur renforcée par la montée des luttes à partir de 1917. Ce sont les ouvrières qui déclenchent les premières grèves à Paris, d'abord les 10 000 «municipettes» en avril-mai 1917, puis les dizaines de milliers de «munitionnettes» qui investissent les rues fin mai 1917. Au même moment, la vague révolutionnaire renversa des régimes à l'Est. Dans les deux cas, les foules révolutionnaires étaient en grande partie composées de femmes qui demandaient du pain, des hausses de salaire, le retour de leurs maris du front.

Le ministre de la Reconstruction, Louis LOUCHEUR accorda un mois de salaire supplémentaire à chaque femme quittant les arsenaux nationaux, avant le 5 Décembre 1918. Au 25 Novembre, si peu de femmes avaient quitté leur poste que la stratégie en fut modifiée, la journée de 5 heures instituée, divisant par deux les salaires ; mais fin décembre, il restait

toujours entre 20 et 33% des femmes embauchées durant la guerre, payées par l'État. L'industrie privée fit rarement preuve de « la même sollicitude ». L'usine Citroën offre un exemple de la stratégie adoptée. « Il y a une quantité de fabrications de temps de paix à faire en grosses séries et où la femme peut être utilement employée... Quantité de pièces légères qui se faisaient avant la guerre par les hommes peuvent être désormais confiées au travail féminin... Bien loin de penser à la diminuer, nous craignons de manquer de main d'œuvre féminine » déclare André CITROËN.

Pour ce faire, CITROËN commença par se débarrasser de la grande majorité de sa main d'œuvre, 5 000 femmes et 8 400 hommes, licenciée en janvier avec une indemnité de 200 à 250 francs. Les 3 300 ouvriers hautement qualifiés qui restaient, avaient mission de convertir les ateliers à la production de temps de paix. À l'issue de cette reconversion, l'entreprise réembaucha plusieurs centaines de ses anciennes ouvrières et leur attribua des postes sur les longues chaînes de montage.

Des histoires semblables, il y en eut partout pendant la démobilisation. Puis, quand la production de temps de paix commença à reprendre, les patrons rappelèrent certaines des femmes qu'ils avaient congédiées si brutalement en 1918-1919, en affichant leur volonté d'employer « toute femme ayant de l'ordre et de l'adresse ainsi que la docilité » à des postes de montage léger, d'opérateur de machine ou de production en série.

La part des femmes dans la main d'œuvre travaillant dans les industries mécaniques et métallurgiques en France fut le double en 1921 de ce qu'elle était en 1914. Les chiffres pour Paris sont encore plus parlants : les ouvrières constituaient en 1921, 14% de la main d'œuvre, chiffre qui atteindra 20% en 1930. Mais le prix de cette conquête féminine fut dur à payer : les chiffres parus en avril 1919 montrent que 35% de la main d'œuvre de temps de guerre avait été mise à pied toutes catégories confondues ; pour les femmes le chiffre atteignait 52%. Si les employeurs jugeaient désormais que les industries mécaniques ne pourraient plus se passer de la main d'œuvre féminine, ils savaient trop bien comment profiter

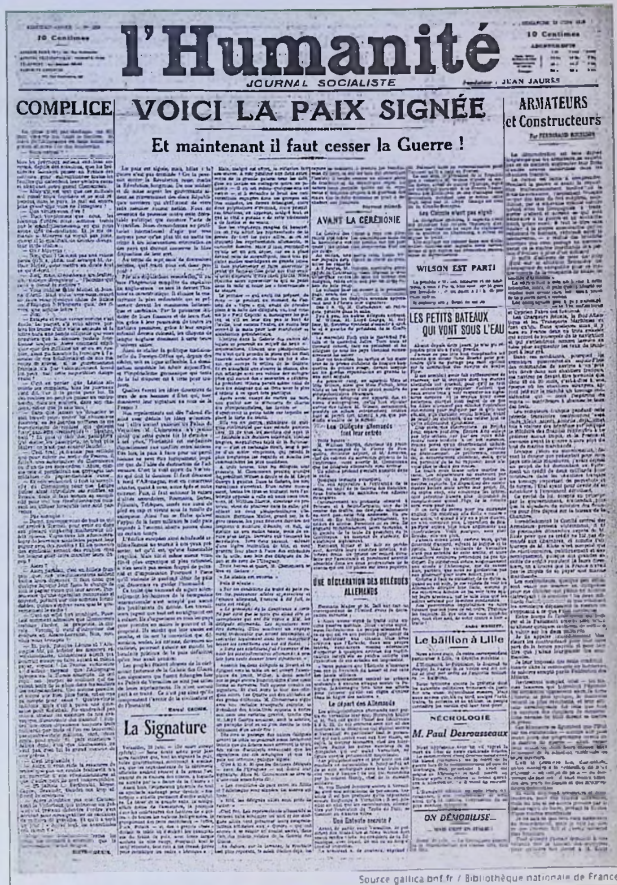
de l'image de l'ouvrière comme travailleuse « auxiliaire » n'ayant besoin que d'un salaire d'appoint. Ainsi, la démobilisation féminine laissa son empreinte durable sur le statut de main d'œuvre de seconde classe des ouvrières qui, au lendemain de la première guerre mondiale, investirent de nouveau les industries auparavant masculines.

3°) Le Traité de Versailles

Il s'agit en fait du règlement de la guerre. Les négociations se sont déroulées à partir de janvier 1919. La signature des accords a eu lieu le 28 juin 1919. Ce traité est généralement présenté comme un ensemble de dispositions accablantes pour l'Allemagne, principale vaincue. C'est sans

doute vrai au regard des conditions de signature le 28 juin 1919, au Palais des Glaces du château de Versailles, à l'endroit même, où fut proclamé l'empire allemand en 1871, avec, imposée par Clemenceau la présence de cinq gueules cassées ou avec les lourdes dettes de guerre imposées au peuple allemand. Ce qui favorisera la montée du nationalisme allemand et la venue au pouvoir en 1933 des nazis.

Mais en même temps chaque puissance joue sa partition ; le Royaume Uni cherche à empêcher l'émergence d'une puissance continentale capable de contester la suprématie anglaise, et pour enrayer les intérêts français, le Royaume Uni autorise l'Allemagne à se remettre sur ses jambes.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

L'Humanité du 29 juin 1919

Quant au président américain Wilson, il veut s'assurer que le nouvel ordre international ne risque pas de reproduire la domination européenne d'avant 1914. Et il lui importe de permettre à l'Allemagne de se relever, pour que les pays d'Europe orientale ne soient pas « une proie pour le bolchévisme » (Rappelons que, d'ailleurs, le Sénat américain ne ratifiera pas le traité de Versailles, et que les Etats-Unis ne participeront pas à la SDN.)

Ce qui fera dire, à l'historien anglais ERIC HOBBSBAWN, à propos de ce traité :

« Ce fut un fiasco presque total ».

Le bouleversement géostratégique entraîné par le traité de Versailles :

Ce ne sont pas uniquement les empires allemand et russe qui disparaissent, mais aussi :

- l'empire ottoman, qui avait dominé autrefois la plus grande partie de l'est de la Méditerranée et les provinces arabes d'Afrique du Nord, est réduit au plateau anatolien (l'actuelle Turquie)
- l'empire austro-hongrois, qui est disloqué par la naissance de la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, le royaume des Serbes, des Croates, des Slovènes.

En 1914, la planète comptait 53 états souverains et indépendants ; elle en comptera 77 en 1932

Et ce n'est pas tant l'effondrement des empires qui pose problème, mais plutôt l'importation des nationalismes exacerbés et évidemment le partage des richesses par les grandes puissances, Royaume Uni et France en premier lieu.

Nous vivons encore aujourd'hui les dégâts considérables de ce partage du monde imposé par le traité de Versailles.

Il convient, néanmoins, de souligner que ce traité comporte également une dimension sociale importante, liée au travail.

Parmi les 56 commissions mises en place lors des discussions de la conférence de Paix, figure la commission internationale du Travail, dans laquelle le secrétaire général de la CGT, Léon JOUHAUX, participera. (Nous verrons dans le chapitre concernant l'attitude de la CGT de 1914 à 1919 les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette participation.)

C'est ainsi que dans les clauses du traité figureront : l'interdiction de l'esclavage, l'autorisation du droit syndical, l'interdiction du travail aux moins de 15 ans, le repos hebdomadaire, la journée de 8 heures, la mise en place de deux conférences internationales par an, et également, la création de l'OIT, l'organisation internationale du travail. Arthur FONTAINE est élu président du conseil d'administration et l'ancien ministre socialiste, Albert THOMAS, prend la tête du BIT, le bureau international du travail.

Même s'il est inédit d'avoir un traité international contenant des clauses relatives au travail, et même si Léon JOUHAUX considère que ces clauses sont « loin d'être l'expression intégrale des revendications contenues dans la

Charte du Travail », les minoritaires, eux, considèrent, par la voix de Gaston MONMOUSSEAU : « ... Le syndicat, ça n'a rien à voir avec ces trucs-là, l'OIT, c'est de la perte de temps, il ne sortira rien de tout cela, et d'ailleurs avec la guerre on faisait bien mieux avec 300000 adhérents, qu'avec les 2 millions actuels... »

Le magazine Alternatives Economiques de juin 2019 écrit : En prenant pour devise « si tu veux la paix, cultives la justice, » l'OIT véhicule une vision réformiste des relations sociales prônant le dialogue et le compromis entre les classes. Deux ans après la révolution bolchévique d'octobre 1917, elle propose une alternative au marxisme révolutionnaire de lutte des classes qui séduit



Les cahiers d'histoire sociale n°150 juin 2019

de plus en plus de travailleurs européens.»

4°) La Révolution d'Octobre 1917 :

Il ne s'agit évidemment pas ici de l'étudier; l'IHS Confédéral a publié en octobre 2017 un numéro spécial des Cahiers intitulé « 1917 La révolution russe et le syndicalisme français : regards ». Nous ne pouvons qu'en conseiller la lecture, tant le dossier est fouillé, précis, passionnant, mais sa complexité appelle à une certaine modestie. Développer le sujet nous conduirait à aborder par exemple les questions internationales, la création de la première internationale, l'AIT, en 1864, puis la seconde Internationale en 1889, l'Internationale Socialiste et la troisième en Mars 1919. Sur cette question, là aussi, les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale viennent de publier un numéro spécial « Syndicalisme international, un siècle et demi d'histoire ». Il foisonne d'informations, sur la manière dont le mouvement ouvrier a tenté de construire une véritable internationale des solidarités ouvrières. Nous nous limiterons à quelques éléments d'analyse succincte.

La révolution russe, dans ses séquences de Février 1917 et d'octobre 1917 (Novembre dans le calendrier russe de l'époque...) a bousculé le paysage. Elle est inséparable de la guerre dans laquelle la Russie est insérée depuis 1914 et à laquelle elle continue de participer après mars 1917. La séquence de février, qui a abouti à la démission du tsar Nicolas II et à la mise en place d'un pouvoir, dont la figure de proue était KERENSKY, suscitait chez les partisans de l'Union sacrée, dont les dirigeants de la CGT, « une joie sans mélange, rassurés par la présence au sein du gouvernement d'hommes favorables à la poursuite de l'engagement dans la guerre ». C'est ainsi que deux manifestes sont adoptés par la CGT les 3 Avril et 1^{er} Mai 1917, qui saluent « l'avènement de la république sociale libérant politiquement et économiquement les travailleurs russes ». KERENSKY est même reçu à Paris au siège de la CGT en juillet 1918, c'est-à-dire après la paix séparée de Brest-Litovsk en mars 1918, entre la Russie et l'Allemagne, et surtout après la radicalisation de la Révolu-

tion d'octobre 1917, qui est considérée avec prudence par la direction de la CGT. Léon JOUHAUX déclare en décembre 1917 « ne pas avoir sur la situation inférieure russe des renseignements précis qui nous permettraient de nous faire une opinion également précise... Nous conservons à l'égard des Russes, ou plus exactement, je conserve pour ma part une indépendance complète d'appréciation, car je n'en ai encore apporté aucune jusqu'ici publiquement et je me garderai de la faire ni dans un sens ni dans l'autre ». Plus généralement, Léon JOUHAUX et la majorité confédérale, estiment que les 14 points du Président américain WILSON, formulés le 8 Janvier 1918, convergent avec les buts de la révolution russe à ses débuts. Ils constituent, selon les biographes de Léon JOUHAUX (Denise TINTANT et Bernard GEORGES, auteurs de *Léon JOUHAUX, cinquante ans de syndicalisme, Tome 1, paru aux PUF*) « l'alternative à opposer aux Bolcheviks ». La majorité confédérale appuie donc ostensiblement les propositions américaines pour une sortie de guerre en mesure d'organiser la paix et (surtout ?) de prévenir toute solution révolutionnaire. Ce qui va conduire à alourdir le climat dans le CCN, (même si les procès-verbaux des réunions du CCN n'ont pas été publiés...) et à creuser le fossé entre la direction confédérale et les minoritaires, partisans d'un franc soutien à la révolution russe, en développant la solidarité internationale et en luttant contre l'intervention des puissances impérialistes contre cette révolution. La grève internationale du 21 Juillet 1919 accroît l'opposition entre la volonté des minoritaires de soutenir la révolution contre les menées contre-révolutionnaires conduites en Russie, et celle de la majorité confédérale, pour qui cette journée signifiera aussi et surtout guerre à la vie chère, et par tous les moyens. Finalement, la direction confédérale prendra le 19 Juillet la décision de suspendre le mouvement, aggravant ainsi les oppositions entre minoritaires et majoritaires.

5°) L'attitude de la CGT de 1914 à 1919 :

Le 27 Juillet 1914, une édition spéciale de la Bataille Syndicaliste, c'est à dire l'organe de la CGT, appelle à une manifestation sur les boule-

vards pour empêcher la guerre. Des dizaines de milliers de manifestants occupent la rue... Le 31 Juillet, Jean JAURES est assassiné. Le 4 Août, lors de ses obsèques, Léon JOUHAUX, le secrétaire général de la CGT déclare : « JAURES a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom de ceux qui sont partis, de ceux qui vont partir et dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchainent l'horrible crime... » C'est l'officialisation de la participation de la CGT à la politique d'union sacrée. Jusque-là installée dans une opposition doctrinale aux guerres impérialistes, c'est pourtant dans le soutien à la guerre que basculent la presque totalité de ses dirigeants. Ce qui a pour conséquence de confirmer une crise d'orientation syndicale manifestée à partir de 1909, de provoquer une rupture avec l'orientation d'autonomie ouvrière et d'installer le mouvement ouvrier dans son ensemble et le syndicalisme en particulier dans des relations nouvelles à l'Etat et à la Nation. L'expérience de la guerre provoque la conscience d'appartenir à un ensemble plus vaste que la classe et la perception du rôle organisateur décisif de l'Etat est plus forte.

Les relations au politique sont également modifiées, la CGT participant tout au long de la guerre à un comité d'action avec le Parti Socialiste et entretenant des relations avec l'Etat. Au lendemain du conflit, la guerre a provoqué des transformations importantes des conditions de la production et conduit à des bouleversements dans l'organisation du travail et de la structure de la force de travail.

La production de masse d'armements, le recours à une main d'œuvre industrielle féminine reconfigurent de façon importante les grands ensembles productifs et augurent des transformations à venir. Les méthodes de production évoluent vers les rationalisations. Et dans le contexte de la guerre et de son immédiat après-guerre, et dans le contexte d'un syndicalisme très affaibli, des modes de régulation des relations sociales sont tentés, à l'initiative notamment d'Albert THOMAS, Ministre de l'Armement et idéologiquement proche de Léon

JOUHAUX, après l'avoir été de Jean JAURÈS.

Albert THOMAS entend substituer aux confluctualités qui caractérisent les relations sociales et provoquent des grèves, des mécanismes dissuasifs fondés sur des dispositifs de conciliation et d'arbitrage, jusqu'ici refusés par la CGT, la mise en place de délégués d'atelier court-circuitant le syndicalisme, de commissions mixtes paritaires visant à l'implication de la classe ouvrière dans la résolution de problèmes économiques posés par la situation de guerre.

La CGT adopte une attitude d'autant plus complaisante par rapport à ces orientations que tout au long des années de guerre, elle a entretenu des relations étroites avec l'Etat en développant une

politique systématique de contacts avec les pouvoirs publics, s'efforçant par ce biais d'obtenir des résultats.

Après-guerre, elle va confirmer cette orientation en faisant de la logique des délégations, c'est-à-dire des relations/négociations avec les pouvoirs publics un système qu'elle inaugurera plus tard en 1924 avec le Cartel des Gauches, puis avec POINCARÉ en 1926 et la droite en 1931. De surcroît, la CGT qui entend jouer un rôle d'expert sur les questions économiques et sociales générales, s'engage dans une réflexion visant à mettre en place une sorte de Parlement du Travail, dont le Conseil Economique et Social sera plus tard l'expression.

De la même manière, dans l'ordre international, elle se déclare en accord

avec les préconisations du Président américain WILSON sur les principes d'organisation des relations internationales (arbitrage et société des nations), supposées capables de prévenir les guerres.

Ces orientations présentées dans l'immédiat après-guerre sont cependant contestées avec vigueur dans la CGT par une minorité croissante, qui n'accepte pas les ruptures qu'elles représentent par rapport aux positions de la CGT d'avant-guerre.

Sous l'influence de la révolution russe d'octobre 1917, ces minorités entendent poursuivre dans une orientation de rupture avec le capitalisme. Sur fond d'échec des grandes grèves de 1920, la montée de l'opposition révolutionnaire se traduit par de graves déchirements internes, et à l'initiative des réformistes, par l'exclusion des minoritaires en passe de prendre le pouvoir dans la CGT.

(Mais, c'est un autre pan de l'histoire... pour les années à venir.)

6°) Les luttes en 1919, la création de la CFTC, la naissance de la Fédération CGT des PTT

Les luttes en 1919 :

Lisons ce qu'écrivent Danièle LEDOUX et Henri-Claude BONNET, dans leur ouvrage « Jean GRANDEL, un homme du peuple dans l'histoire », paru aux éditions « Le temps des cerises » en octobre 2006.

« Elles ont surtout commencé en 1917, (NDLR. Voir même dans les PTT en 1916, comme le cite Thérèse FRANCOIS, dans le Relais n° 64, de septembre 2014). Elles sont à leur paroxysme en 1919 et 1920. Les ouvriers rejoignent les syndicats en grand nombre. La CGT passe de 400 000 adhérents avant le début de la guerre à 1 200 000 au congrès de Lyon en septembre 1919. Ils seront 2 400 000 en 1920. Le mécontentement populaire est grand. Les causes en sont multiples : la transformation de la production, la nouvelle organisation du travail avec les grandes usines et la taylorisation qui rendent les conditions de travail inhumaines ; la hausse des prix, ceux-ci triplent, voire quadruplent entre 1914 et 1920 ; et la baisse des salaires, diminués de 30 à 50% dès 1914, sont



L'Humanité une du 1^{er} août 1914



© Coll. BNF

5 mai 1919, grève des employés de banque, rue de la Grange-aux-Belles, [Agence Roi]

à mettre en parallèle avec les profits patronaux qui, eux, ont augmenté considérablement. Le chômage reste important parmi les démobilisés, et cela malgré le retour rapide au foyer des femmes, qui, pendant la guerre, avaient assuré la relève des hommes. Si la plupart de ces luttes visent la satisfaction de revendications légitimes, elles expriment de plus en plus leur soutien à la révolution russe menacée. Cette exaspération est amplifiée par l'acquiescement de Raoul VILLAIN, l'assassin de JAURES, par la cour d'assises de la Seine le 24 mars 1919. 150 000 personnes défilent contre cet acquiescement, jugé inique et déshonorant.

Le gouvernement Clémenceau, sous la pression et pour désamorcer cette situation, propose le 23 avril 1919, de faire voter une loi portant le temps de travail à 8 heures par jour. Le patronat la qualifie de mortelle, et mettra tout en œuvre pour ne pas l'appliquer.

Le 1^{er} Mai, la grève est générale dans de nombreux secteurs. Les statistiques indiquent pour l'année 1919, 2206 grèves avec un total de 1 600 000 grévistes. Le développement des luttes inquiète le gouvernement. Le patronat, avec l'aide du gouvernement fera tout pour freiner les prétentions du monde ouvrier et briser son unité en s'appuyant sur les diversités du prolétariat.

Dans « Histoire de la Fédération CGT des PTT, 1672-1946 », Georges FRISCHMANN donne quelques précisions sur le 1^{er} Mai 1919 « ... les fon-

ctionnaires décident pour la 1^{re} fois de participer en masse au 1^{er} Mai. Le gouvernement riposte aussitôt et annonce que les fonctionnaires qui chômeront le 1^{er} Mai subiront une retenue d'un jour de traitement ou une amputation d'un jour sur leurs congés annuels. Ceux-ci en sont surpris : ils estiment que cette menace trahit un certain fléchissement du gouvernement qui ne parle pas d'autres mesures répressives. 500 000 grévistes parisiens manifestent ce 1^{er} Mai 1919.

Des crédits sont votés en juin pour payer aux fonctionnaires l'acompte de 500 francs déjà versé aux travailleurs PTT.

Une loi du 6 novembre 1919 fixe les nouveaux traitements, qui sont doublés dans l'ensemble, certains triplés par rapport à 1914.

Une indemnité de résidence payable à compter du 01/07/1919 est instituée, dégressive en fonction du nombre d'habitants des localités.

Georges fait aussi part d'un conflit survenu au syndicat des agents. Les dames-employées avaient obtenu la prise en compte au congrès de Valence de la revendication « à travail égal, salaire égal »

Malheureusement, alors que le traitement des commis masculins passe à 9000F au maximum, celui des dames employées restera à 7200F, la revendication n'ayant pas été défendue. Cette faute grave contribuera à briser la confiance accordée au syndicat dans les milieux féminins.

L'année 1920 commencera aussi fort avec l'importante grève des Cheminots de Février 1920.

Ces exemples ne constituent pas des faits isolés, n'hésitez pas à consulter les archives et publications des différentes structures de la CGT ; des faits précis confirment cette importance des luttes revendicatives de 1919, et de 1920 dans de nombreux départements et professions.

La création de la CFTC :

Inspirée par l'encyclique papale de 1891, connue sous le nom de *Rerum Novarum* (Choses nouvelles), sur la condition des ouvriers, la création de syndicats chrétiens répond à une profonde inquiétude face aux progrès des idées socialistes et à la laïcisation croissante des relations sociales. Ces syndicats confessionnels établissent de premiers contacts transfrontaliers, puis en 1908 les confédérations chrétiennes de 8 pays européens créent un secrétariat syndical international (SSI), qui ne résistera pas à la 1^{re} guerre mondiale et aux nationalismes.

Mais, dès 1919, le syndicalisme chrétien se reforme et élargit son influence à des centrales syndicales toutes européennes (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Suisse et Tchécoslovaquie) et crée la confédération internationale des syndicats chrétiens, la CISC. Celle-ci peinera à se développer, contrainte par les principes fondamentaux de la doctrine de l'Église de l'époque : légitimité de la propriété privée des moyens de production et complémentarité du capital et du travail, qui se heurtent à la réalité de l'apreté de la lutte des classes, à la fin de la guerre et plus tard encore avec la grande crise de 1929 et des années 1930. De plus, le contrôle organique assez étroit sur l'activité des organisations exercé par les hiérarchies catholiques limite la croissance du syndicalisme chrétien. La CISC sera aussi affaiblie par la naissance du fascisme en Italie en 1922, et du nazisme en Allemagne en 1933, qui interdira ses affiliations italienne et allemande.

Les termes mêmes des statuts déposés le 7 Février 1920 reprennent l'interdiction papale de l'encyclique de 1891. Ils sont les suivants : « ... La confédération CFTC entend s'inspi-

rer de la doctrine sociale définie dans *Rerum Novarum*. Elle entend réaliser ces transformations non par la lutte des classes, mais par l'éducation et la collaboration des éléments producteurs.»

Ce qui permet à Georges FRISCHMANN, dans son Histoire de la Fédération CGT des PTT 1672-1945, de souligner :

« La collaboration des patrons et des ouvriers... Ce ne sont pas les adversaires de la CFTC qui l'accusent, dès le début de pratiquer la collaboration de classes, ce sont ses statuts... »

Enfin, pour terminer la présentation des grands traits de l'année 1919 :

La renaissance de la Fédération nationale CGT des PTT en Août 1919

En n'oubliant pas un article de Georges FRISCHMANN intitulé *Naissance et Renaissance de la Fédération des PTT* dans *Le Relais* n°2 de Mars 1999 :
 ...à la suite des grèves du printemps 1909, un comité fédéral de grève est constitué le 18 mars. Il groupe les représentants des organisations qui ont pris la responsabilité de cette grève : l'association générale des agents, née en novembre 1900, le syndical national des sous-agents, né en septembre 1905, et le syndicat des ouvriers né en

décembre 1899. Le 23 mars, à la suite de la première grève victorieuse, le comité fédéral de grève se transforme en comité de vigilance, les grévistes dominant le mandat à leurs trois organisations de réaliser « l'unité fédérale de tout le prolétariat postal, télégraphique et téléphonique ». Un premier tract est intitulé *Fédération des PTT*, montrant l'esprit de tous, la Fédération est bien née dans ces luttes. Les 3 organisations bien qu'affaiblies (par les 500 révocations de Clémenceau) tiennent en 1910 leurs congrès qui votent pour la création officielle de la Fédération Nationale, ce qui par accord tacite est un fait accompli en juin 1910.

Même si cette fédération, non adhérente à la CGT, ne survit pas à la guerre de 1914-1918, elle marque bien le début des 110 ans d'histoire syndicale.

Il faudra donc attendre 1919 pour la renaissance de la fédération, ou après une discussion très poussée entre les 3 organisations précitées, l'idée de reconstituer une fédération nationale des PTT revient avec force, compte-tenu des événements et aussi des expériences. Un congrès est convoqué les 28, 29, et 30 Août 1919 à la Grange aux Belles à Paris.

98 sections du syndicat national des ouvriers, 92 du syndicat national des agents et 118 du syndicat national des sous agents y participent, représentant les 75 000 adhérents.

La souveraineté de la fédération nationale est approuvée par 270 mandats (48 agents, 117 ouvriers, 105 sous-agents) contre 35 (34 agents, 1 sous agent) et 7 abstentions (5 agents, 2 sous agents).

En tête des revendications avancées figurent le repos dominical et la journée de 8 heures, avec une date de première action sur ces questions fixée au 14 Septembre. Le principe d'une action énergique sur les salaires est également décidé.

Enfin, les statuts sont adoptés et la fédération devient :

La Fédération nationale des Postes, Télégraphes, Téléphones de France, des colonies, et des pays de protectorat, adhérente à la CGT et à la Fédération Internationale des PTT.

C'est le début d'une grande histoire que, vous et nous, essayons de continuer de faire vivre en ce 21^e siècle.



congrès confédéral de Lyon 1919

1919 dans le Monde

6-11 Janvier : Semaine Rouge de Berlin, échec de la Révolution Spartakiste

15 Janvier : Assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sur ordre du ministre SPD de la guerre

21 Janvier : Proclamation de la République en Irlande, Guerre civile

11 Février : Election du premier président de la République Allemande, Friedrich EBERT

23 Février : création du parti fasciste en Italie. Début des hostilités entre la Pologne et la Russie

Mars : ouverture de la conférence de la Paix

4 Mars : fondation de la 3^e Internationale, l'Internationale Communiste

21 Mars : en Hongrie, formation d'un gouvernement révolutionnaire sous la direction de Bela Kun

7 Avril au 1^{er} Mai : mise en place d'une république soviétique à Munich

20 Avril : guerre entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie et la Roumanie

15 Mai : la Grèce s'empare de Smyrne (Turquie)

Mai : offensives de l'armée blanche contre-révolutionnaire en Russie, avec Youdenitch sur Petrograd et Denekine sur Moscou

27 Juin : les Hongrois sont écrasés par les Roumains

3 Août : les Roumains pénètrent à Budapest. Fuite de Bela Kun

11 Août : proclamation de la République de Weimar

Août : défaite de l'armée blanche à Kolchak

21 Octobre : défaite de Denékine et de Youdenitch

19 Novembre : Le Sénat américain repousse le traité de Versailles

16 Décembre : évacuation des pays baltes par les allemands

Fin 1919 : les anglais quittent Bakou et TIFLIS. L'armée rouge prend le contrôle de la Sibérie occidentale.

1919 en France

18 Janvier : Ouverture de la Conférence de la Paix

19 Janvier : attentat contre Clémenceau

16 au 19 Mars : la Confédération Internationale des Travailleurs Chrétiens se réunit à Paris

19 Mars : vote à la Chambre de la loi électorale

31 Mars : loi sur les pensionnés de guerre

17 Avril : loi sur la réparation des dommages de guerre

19 au 21 Avril : mutinerie en Mer Noire sur les navires français

23 Avril : loi instituant la journée de 8 heures

23-24 Avril : congrès extraordinaire du Parti Socialiste à Paris

Juin : Grève des Métallos Parisiens

26 Juin : Signature du Traité de Versailles

10 Septembre : Traité de Saint Germain en Laye avec l'Autriche

15-21 Septembre : Congrès de la CGT à Lyon

2-12 Octobre : la Chambre et le Sénat ratifient le Traité de Versailles

1 et 2 Novembre : Naissance de la CFTC

16 Novembre : Election de la Chambre « Bleu Horizon », avec la victoire du Bloc National constitué par la majorité de Droite

Vie politique 1914-1919 en France

31 Juillet 1914 : assassinat de Jean JAURES

3 Août 1914 : début de la guerre 1914-1918

4 Août 1914 : les députés socialistes votent les crédits de guerre

26 Août 1914 : Jules GUESDE et Marcel SEMBAT entrent au gouvernement ; c'est l'union sacrée

6-12 Septembre 1914 : bataille de la Marne

Février- Juin 1916 : bataille de Verdun

Avril 1917 : Offensive Nivelle, « la bouche-rie »

Mars 1918 : Paix séparée entre l'Allemagne et la Russie à Brest-Litovsk

11 Novembre 1918 : Armistice signé à Rethondes

Novembre 1918 : un corps expéditionnaire est envoyé en Russie

28 Juin 1919 : Traité de Versailles

Juin 1919 : élection de la Chambre Bleu horizon

Mouvement ouvrier, économie, société 1915-1920

1915 : première opposition à la guerre dans la SFIO (Motion de la Haute-Vienne)

Septembre 1915 : conférence de Zimmerwald

Avril 1916 : conférence de Kienthal

Janvier 1917 : grève des « Munitionnettes »

Mai 1917 : grève des « Midinettes » à Paris

Juin 1917 : grève des métallos à Paris

7 Novembre 1917 : révolution bolchévique en Russie

Mars-Mai 1918 : grèves réprimées par Clémenceau

Octobre 1918 : congrès socialiste

Révolutions à Munich et à Berlin ; le drapeau rouge flotte sur la cathédrale de Strasbourg

Novembre 1918-Mai 1919 : problèmes de la reconversion industrielle

Janvier 1919 : échec de la révolution spartakiste. Assassinat de Rosa LUXEMBURG et de Karl LIEBKNECHT.

Mars 1919 : fondation de la 3^e Internationale

Avril 1919 : mutinerie de la Mer Noire ; loi des 8 heures, congrès extraordinaire de la SFIO

Juin 1919 : Grève des Métallos parisiens

2 Novembre 1919 : création de la CFTC

25-29 février 1920 : congrès SFIO à Strasbourg

Mai 1920 : échec de la grève des Cheminots, très forte répression

Mai-Août 1920 : Cachin et Frossard sont à Moscou

19 Mai-7 Août 1920 : congrès de l'internationale communiste

Création du Bureau International du Travail

25-27 Décembre 1920 : Congrès de Tours ; la majorité des membres de la SFIO créent la section française de l'internationale communiste.